

désagrégation et à la destruction de la capacité industrielle et commerciale de notre pays?

L'hon. Tom Hockin (ministre d'État (Petites entreprises et Tourisme)): Monsieur le Président, selon moi, mon collègue sait pertinemment que nous continuons d'avoir un excédent. La baisse de ce dernier est attribuable aux importations, surtout de machines et de produits de haute technologie, qui sont nécessaires pour rendre notre économie extrêmement compétitive dans le cadre du libre-échange.

Les importations de nouvelles machines et de biens d'équipement ont atteint des niveaux records—ce qui est le signe d'une énorme confiance dans l'économie canadienne—dans les secteurs de la fabrication et des services, et ces importations tendent à nous rendre extrêmement compétitifs au cours de la décennie qui s'ouvre.

L'hon. Lloyd Axworthy (Winnipeg-Sud-Centre): Madame la Présidente, cette chute de nos échanges commerciaux découle de la politique économique du gouvernement.

Étant donné que le ministre répond maintenant aux questions touchant le commerce, comment explique-t-il le fait que dans le secteur automobile, le secteur industriel le plus important au Canada, nous avons maintenant un déficit de 131 millions de dollars? C'est la première fois depuis des années que le secteur automobile connaît une chute marquée.

Lorsqu'on ajoute à cela la suppression de 165 000 emplois dans le secteur manufacturier depuis la signature de l'Accord de libre-échange, il y a un an, ne comprend-il pas et ne reconnaît-il pas que nous faisons face à la désindustrialisation du pays?

L'hon. Tom Hockin (ministre d'État (Petites entreprises et Tourisme)): Madame la Présidente, on entend parler de cette théorie de la désindustrialisation depuis cinq ou six ans dans cette enceinte.

La vérité, c'est que dans le secteur automobile, près d'un quart de toutes les automobiles fabriquées sur le continent nord-américain, viennent du Canada. Notre compétitivité dans le secteur automobile est bien supérieure à celles des États-Unis. Les cycles changent, il y a des fluctuations, mais dans l'ensemble, nous sommes dans une bien meilleure position que les États-Unis pour ce qui est de notre part du marché automobile en Amérique du Nord.

Questions orales

L'ÉCONOMIE

M. Jim Peterson (Willowdale): Madame la Présidente, c'est au vice-premier ministre que je m'adresse. Au cours des cinq premiers mois de cette année, le gouvernement, avec sa politique des taux d'intérêt élevés, a réduit à la faillite 4 424 entreprises et 15 050 particuliers canadiens.

Combien d'autres Canadiens devront perdre leur foyer, leur exploitation agricole, leur entreprise commerciale ou leur emploi avant que le gouvernement ne revienne à la raison.

L'hon. Gilles Loiseau (ministre d'État (Finances)): Monsieur le Président, nous partageons le souci que causent au député toutes ces faillites. Je tiens néanmoins à lui rappeler qu'elles sont bien moins nombreuses qu'elles ne l'étaient à l'époque du gouvernement libéral.

Par ailleurs, il devrait savoir, et il le sait sûrement, que nous arrivons à la fin d'un cycle sans précédent au cours de laquelle l'économie a connu une croissance très vigoureuse. L'économie fonctionne en effet à surcapacité depuis un certain temps et nous avons besoin d'atténuer certaines pressions et certains bouleversements.

Le député a parlé des taux d'intérêt élevés, mais ce ne qui sont que des symptômes; la maladie, c'est l'inflation. Tant que des pressions inflationnistes s'exerceront, nous serons contraints de maintenir notre politique monétaire.

M. Jim Peterson (Willowdale): Madame la Présidente, considérons un instant les effets de la politique monétaire du gouvernement. Les faillites sont à la hausse, la création d'emplois est à la baisse, et les mainmises étranges se multiplient. La recherche et le développement sont en perte de vitesse. En avril, notre excédent commercial a baissé de 88 p. 100. Depuis janvier de l'année dernière, notre secteur de la fabrication a enregistré la perte de 172 000 emplois.

Le ministre pourrait-il intervenir maintenant pour arrêter cette chute libre de l'économie ou, comme Candide, persiste-t-il malgré tout à penser que nous vivons toujours dans le meilleur des mondes?

L'hon. Tom Hockin (ministre d'État (Petites entreprises et Tourisme)): De mai 1989 à mai 1990, madame la Présidente, on a créé au Canada 124 000 emplois. Ce n'est pas tout à fait une chute libre de l'économie.

Le député a parlé du nombre des faillites. Il importe que nous comprenions ceux qui font face à des faillites et que nous compatissions à leur malheur. En fait, 4 400 entreprises commerciales ont fait faillite. Mais il faut situer ce chiffre dans le contexte de tous les emplois créés depuis un an dans le secteur des petites entreprises. Depuis seulement un an, plus de 200 000 petites entre-